

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Europe-reorientee-selon-Francois-Hollande>

# « L'Europe réorientée » selon François Hollande

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : jeudi 5 juillet 2012

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

« *L'Europe a été réorientée comme il convient* » a osé François Hollande à l'issue du Conseil européen des 28 et 29 juin dernier ! Il a estimé que ce sommet avait permis d'aboutir à la « renégociation » du traité de discipline budgétaire qu'il souhaitait. Cette posture est un très mauvais service rendu à la gauche. Pour une raison simple, mais fondamentale : elle trompe les gens sur la réalité des mesures décidées et prépare de graves désillusions dont risquent de profiter les pêcheurs en eaux troubles de la droite et de l'extrême droite. Rétablir la vérité auprès des citoyens est un impératif catégorique pour éviter ce scénario-catastrophe.

A propos du traité « renégocié », tout d'abord. Une seule ligne a-t-elle été modifiée au « traité Merkozy », qui vise à graver dans le marbre la conception la plus rigide de l'austérité et du contrôle des politiques budgétaires et économiques nationales ? Non. La doctrine allemande, ou, plus précisément, celle de la classe dirigeante du pays dominant la zone euro, a été validée à la virgule près. Le fait qu'ait été adopté et publié par ailleurs (...en annexe aux conclusions du Conseil européen) le fameux « pacte de croissance » ne change rien à la nature hyper restrictive et autoritaire du traité en question. Une majorité de gauche ne doit pas ratifier un tel texte !

Une deuxième question à l'ordre du jour de ce Conseil européen appelle clarification : la portée réelle de ce « pacte de croissance ». Les mesures prévues dans ce cadre (120 milliards d'investissements dans 27 pays) constituent-elles une avancée ? Tout dépend des critères d'utilisation de cet argent : création d'emplois et de richesses socialement utiles ou investissements financièrement les plus rentables ? Il faudra suivre de près ces opérations et intervenir sur les choix à opérer. Mais, en tout état de cause, ces mesures (dont le principe était d'ailleurs acquis depuis janvier 2012) laissent entier le problème numéro un de l'Europe en crise : le pouvoir exorbitant laissé aux marchés financiers. « Réorienter l'Europe » passe nécessairement par la transformation des missions de la Banque centrale européenne (BCE) : son pouvoir de créer de la monnaie (donc de l'argent) sans recours aux marchés des capitaux ne doit plus bénéficier qu'aux seules banques privées, mais aux Etats membres eux-mêmes. Ceux-ci doivent pouvoir placer leurs titres de dette auprès de la BCE à un taux proche de zéro % et bénéficier également de sa part de prêts très favorables pour financer des projets de création d'emplois, de développement social et environnemental, de services publics. Voilà le vrai tabou à faire sauter ! Une France de gauche se grandirait à prendre la tête de cette bataille-là, pour changer vraiment l'Europe.

Il est enfin une troisième décision du Conseil européen de fin juin sur laquelle il est crucial d'attirer l'attention du « peuple de gauche » : c'est le lancement du processus devant aboutir, étape par étape, au « saut fédéral » de l'UE. Après la centralisation de la politique monétaire, puis budgétaire, puis économique, c'est l'idée d'une tutelle de la BCE sur l'ensemble des institutions bancaires de la zone euro qui vient d'être entérinée à Bruxelles. Madame Merkel pense déjà au stade ultime de cette vision : l'intégration politique. Les « marchés » applaudissent. François Hollande évacue le problème par une de ces pirouettes qu'il affectionne : « l'intégration autant qu'il est nécessaire ; la solidarité autant qu'il est possible ». Un enjeu démocratique de cette importance mérite non une position évasive, mais une confrontation d'idées franche. Le débat européen à gauche ne fait que commencer.

[Francis Wurtz](#). Paris, le 5 juillet 2012

\* Homme politique français, membre du Parti communiste français. Il est député européen de 1979 à 2009 et président du groupe parlementaire Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. Il est aussi membre du conseil d'administration de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS).